



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

**Unité départementale de la Marne**

Horaires d'ouverture : 9h30-11h30 / 14h00-16h00

Parc technologique Henri Farman

10 rue Clément Ader

51 100 REIMS

Reims, le **03 DEC, 2024**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

**Visite d'inspection du 07/11/2024**

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

**IPC PETROLEUM FRANCE**

**MACLAUNAY  
51210 Montmirail**

**Références :** D1 i 2024-965  
**Code AIOT :** 0005701409

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2024 dans l'établissement IPC PETROLEUM FRANCE implanté MACLAUNAY 51210 Montmirail. L'inspection a été annoncée le 18/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- IPC PETROLEUM FRANCE
- MACLAUNAY 51210 Montmirail
- Code AIOT : 0005701409
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société IPC exploite un champ pétrolifère mettant en œuvre des sites d'extraction, ainsi qu'un centre de production de pétrole brut sur le site de Montmirail. Le site est classé Seveso seuil haut pour ses stockages de pétrole brut.

L'extraction du pétrole est effectuée sur différentes plates-formes éloignées les unes des autres. Le transfert de pétrole brut vers le Havre s'effectue par camions.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 Shunt

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de

l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Organisation en cas de crise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	Sans objet
3	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Présence et revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Sans objet
5	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
6	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seul le point de contrôle relatif à la mise à jour du POI nécessite la transmission d'une version amendée répondant aux exigences de la réglementation. Le reste des points de contrôle fait l'objet d'observations à prendre en compte par l'exploitant et seront contrôlés lors de la prochaine visite d'inspection. Ces points visent à faire un focus sur les mesures de maîtrise des risques (MMR) de l'établissement afin que celles-ci soient mieux prises en compte au sein de l'organisation interne et notamment du Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Organisation en cas de crise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan d'opération interne
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;</li> <li>- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.</li> </ul> <p>L'annexe V du présent arrêté précise les données et les informations devant figurer dans le plan d'opération interne.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis une mise à jour de son Plan d'Opération Interne (POI) en 2024. Cet envoi fait suite aux constats de la précédente visite d'inspection, datant du 17 octobre 2023.

Après analyse du document, il a été constaté un manque de précisions sur certains points. Le jour de la visite, l'inspection a émis les commentaires suivants :

- La procédure indique qu'une partie des premiers prélèvements environnementaux peuvent être réalisés par un prestataire ou en interne. Cependant, l'organisation n'est pas définie dans chacun des cas ;
- La procédure ne mentionne pas le délai d'intervention estimé en interne ou via les prestataires chargés des prélèvements, le cas échéant ;
- Il est désigné plusieurs points de prélèvements au niveau des « lieux sensibles ». Cependant, il n'est pas précisé la liste des lieux sensibles avec le nombre de personnes concernées, le cas échéant.

En réponse, l'exploitant a exprimé sa décision d'internaliser totalement la gestion des prélèvements environnementaux et indique vouloir modifier prochainement son POI en ce sens. De même, l'exploitant s'est engagé à caractériser les points d'intérêts dits « lieux sensibles » qui se trouvent dans le périmètre des prélèvements, le cas échéant.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection propose à Monsieur le Préfet de la Marne de demander à l'exploitant de transmettre dans un délai de 6 mois :

- La mise à jour de son POI (version papier et numérique) intégrant l'internalisation totale de la gestion des prélèvements environnementaux et la caractérisation des lieux sensibles identifiés, au besoin.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

**N° 2 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

**Prescription contrôlée :**

B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant.

L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt.

Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.

**Constats :**

Suites aux précédentes visites d'inspection, l'exploitant avait transmis à l'inspection une mise à jour de son étude de dangers avec les fiches MMR (Mesures de Maîtrise des Risques) qui lui avaient été demandées. 4 fiches ont été transmises et concernent donc 4 MMR. L'inspection recense plutôt 5 MMR et propose à l'exploitant de scinder la fiche 3. En effet, même si la fonction de sécurité globale est la même, le phénomène dangereux à neutraliser n'est pas situé dans la même zone de l'établissement et la sous-fonction détection repose d'un côté, sur un élément technique, et de l'autre, sur l'intervention humaine.

Tous les équipements liés à la sécurité sont suivis via la GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur). De nombreux filtres peuvent être réalisés pour identifier des équipements. Cependant il n'est pas possible aujourd'hui pour l'exploitant d'extraire directement toute la liste des équipements de sécurité liés à une MMR. De plus, il pourrait être opportun que l'ensemble des équipements ainsi que leur "TAG" soient repris dans les fiches MMR pour faciliter leur identification. Aucun affichage spécifique n'est fait sur le terrain concernant les éléments intervenant dans une MMR.

L'exploitant identifie bien dans ses fiches MMR une partie sur les recommandations des fournisseurs, à la fois pour l'installation mais également pour la maintenance. Cependant, certaines recommandations ne sont pas disponibles pour chaque sous-fonction de sécurité identifiée dans la fiche MMR. Il n'est donc pas possible de vérifier si la fréquence de test et/ou de maintenance est en adéquation avec les recommandations des fabricants.

Par ailleurs, l'exploitant a établi une procédure de sélection et gestion des MMR dans laquelle figure une partie liée à la gestion des situations temporaires relatives à l'indisponibilité des MMR. L'exploitant indique que cette partie ne concerne pas uniquement la gestion des indisponibilités liées aux MMR mais à l'ensemble des barrières de sécurité du site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à scinder en 2 MMR distinctes la fiche 3c de son étude de danger. De plus, l'exploitant devra mener des actions d'améliorations sur les points suivants qui pourront faire l'objet d'un prochain contrôle sur l'établissement, à savoir :

- pour les opérations d'entretien :
  - établir dans la GMAO une gamme de maintenance spécifique par MMR en listant pour chaque MMR les équipements de sécurité associés et leurs plans de maintenance ;
  - intégrer dans la fiche MMR la liste des équipements de sécurités concernés avec leurs "TAG" ;
  - voir pour identifier les équipements de sécurité liés aux MMR sur le terrain directement ;
- exigences et spécificités définies par le fabricant :
  - l'exploitant doit s'assurer d'avoir l'intégralité de la documentation technique des équipements de sécurité sélectionnés dans les MMR et surtout suivre les recommandations associées à leur maintenance et leur fréquence de test ;
- procédure de gestion des MMR :
  - indisponibilités (défaillance, anomalie, etc.) : analyser la pertinence de créer une procédure plus générale pour gérer les événements critiques liés à la sécurité de l'établissement en cas d'indisponibilité, avec un focus particulier sur les équipements de sécurité constituant les MMR ;
  - au vu des éléments demandés ci-avant, la procédure de gestion des MMR devra être revue pour la partie maintenance, fiches MMR, gestion des situations temporaires.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Principes généraux de prévention des risques**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Organisation

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences.

Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.

Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.

**Constats :**

Ce point fait écho au constat précédent. L'organisation de l'exploitant en cas d'indisponibilité d'une barrière de sécurité, ce qui inclut les MMR, est gérée par la procédure citée dans le constat précédent via des fiches FST (Fonctionnement en Situation Temporaire).

La fiche FST comprend notamment :

- l'évaluation des risques réalisée par la hiérarchie ;
- les mesures compensatoires, le cas échéant ;
- la liste des actions nécessaires à la clôture de la situation temporaire ;
- le responsable de chaque action ;
- la date prévisionnelle de réalisation.

Celle-ci est approuvée par le responsable HSE, le responsable d'exploitation et le directeur de site.



La situation ne peut être approuvée que lorsque le risque résiduel après mesure compensatoire est acceptable (suivant la matrice de risque IPC). La salle de contrôle est informée des situations temporaires via des réunions périodiques. Les actions sont intégrées dans la GMAO de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Présence et revue de la procédure SGS

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Procédure

**Prescription contrôlée :**

3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.

[...]

**Constats :**

La gestion des situations d'indisponibilité des barrières de sécurité est intégrée au Système de Gestion de la Sécurité du site via la procédure évoquée dans le constat précédent (MO-9-81-CP VPU-HSE). L'exploitant indique que les fiches FST sont évoquées au cours des réunions opérationnelles réalisées quotidiennement. Cependant, ces FST et plus globalement le sujet MMR, n'est pas évoqué spécifiquement en revue de direction. Aucun retour d'expérience n'est donc fait dans ce cadre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à intégrer dans la prochaine revue de direction réalisée dans le cadre du SGS (aux alentours de mars 2025), un focus sur les MMR et plus spécifiquement sur la gestion des indisponibilités et le REX associé.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Consignes d'exploitation et de sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Consignes d'exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;

- l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;

- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;

- Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des

registres spécifiques.

[...]

**Constats :**

Les FST sont affichées en salle de contrôle et font l'objet d'une revue hebdomadaire avec le personnel.

Concernant les indisponibilités des moyens incendie, elles sont traitées de la même façon via les FST et font l'objet de mesures compensatoires en interne. L'Inspection, ou les services de secours, ne sont pas prévenus dans ces cas puisque le site reste autonome en terme de défense incendie. Dans le cas où cette autonomie viendrait à ne pas pouvoir être respectée, l'exploitant indique que l'information serait transmise aux services de l'État concernés. Ceci n'est pas formalisé à ce jour.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il pourrait être bienvenu pour l'exploitant d'intégrer dans son organisation en terme de défaillance l'information des services de l'État concernés en cas de perte d'autonomie sur la défense incendie notamment.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Formation du personnel**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Formation du personnel et entreprises extérieures

**Prescription contrôlée :**

A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques.

Il assure :

[...]

-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques.

Ces actions sont tracées.

**Constats :**

L'ensemble des interventions ayant lieu sur l'établissement sont encadrées en premier lieu par les contrats, les plans de prévention puis par les permis délivrés sur site selon le cas de figure (permis d'intervention, de feu, etc.). Les opérateurs qui encadrent ces opérations sont formés sur ces sujets. En revanche, sur la gestion des indisponibilités des MMR et plus généralement des barrières de sécurité via les FST, seul l'encadrement est formé sur le sujet. De plus, il n'y a aucun point spécifique dans la formation sécurité du personnel sur la définition d'une MMR, leur liste sur le site ou encore leur importance dans la maîtrise des risques.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant s'engage à intégrer dans les prochaines formations sécurité des collaborateurs de l'établissement, une partie spécifique sur les MMR et la gestion de leur indisponibilité notamment via les FST.

**Type de suites proposées :** Sans suite

